

INTRODUCTION

Le régime d'assurance accident, introduit par le législateur en 1902 appartient aux plus anciennes des protections sociales.

La population protégée par l'assurance accident est définie aux articles 85 à 91 du Livre 2 du Code de la sécurité sociale intitulé " Assurance Accident ".

Est assuré obligatoirement contre les accidents du travail et les maladies professionnelles l'ensemble des salariés y compris les fonctionnaires et employés de l'Etat, des communes et des établissements publics, les personnes y assimilées ainsi que les personnes qui exercent au Grand-Duché de Luxembourg pour leur propre compte une activité professionnelle artisanale, commerciale ou libérale.

L'assurance accident gère pour le compte de l'Etat les régimes spéciaux couvrant entre autres les écoliers, élèves et étudiants, y compris dans le cadre de leurs activités périscolaires.

La population protégée par l'assurance accident se chiffre à 416 020 personnes au 31 décembre 2015.

Ce nombre est principalement constitué de la population active et des chômeurs. Ne sont pas incluses dans ce nombre certaines catégories liées à des activités extraprofessionnelles, qui sont marginales et plus difficiles à estimer. La situation actuelle de la population protégée est présentée au chapitre sur la protection sociale.

OBJECTIFS DE L'ASSURANCE ACCIDENT

L'assurance a pour objectif principal d'indemniser les assurés victimes d'accident du travail proprement dit, ainsi que les victimes d'accident de trajet et de certaines maladies dites professionnelles.

LES PRESTATIONS DE L'ASSURANCE ACCIDENT

- Prestations de soins de santé
- Dégât matériel
- Prestations en espèces pendant les 52 premières semaines
- Rentes pour accidents
- Indemnités pour préjudices extrapatrimoniaux
- Prestations dépendance
- Prestations des survivants

ORGANISATION DE L'ASSURANCE ACCIDENT

La gestion de l'assurance accident est assurée par l'Association d'assurance accident (AAA), un établissement public chargé de la prévention et de l'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles. Elle est placée sous la tutelle du Ministère de la Sécurité sociale et gérée par un comité directeur.

FINANCEMENT DE L'ASSURANCE ACCIDENT

Pour faire face aux charges globales du régime général, l'Association d'assurance accident applique le système de la répartition des charges avec constitution d'une réserve.

Les dépenses du régime général sont financées par des cotisations à charge des employeurs et des assurés non-salariés.

Le comité directeur de l'Association d'assurance accident fixe chaque année un taux de cotisation unique.

Le financement des régimes spéciaux se fait directement par le budget de l'Etat.

1. PRINCIPALES DONNÉES STATISTIQUES

Les informations contenues dans ce chapitre proviennent soit des données comptables soit des données statistiques de l'Association d'assurance accident.

Encadré méthodologique

Pour la détermination des nombres ont été pris en compte :

Le nombre d'affiliés retenu au 31 décembre de l'exercice concerné.

Le nombre de rentes (anciennes) qui sont liquidées au 31 décembre de l'exercice concerné.

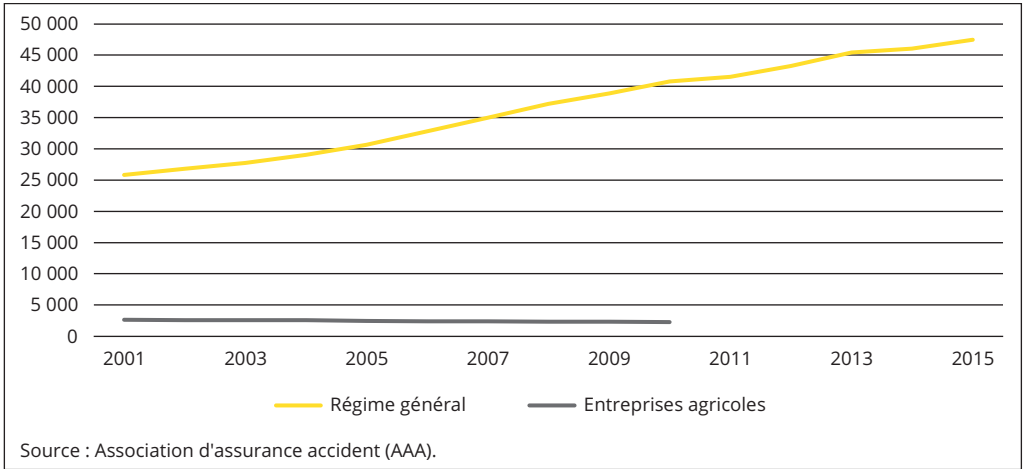
Le nombre de rentes (nouvelles) qui sont liquidées au 31 décembre de l'exercice concerné.

Le nombre d'accidents déclarés : tous les accidents déclarés relevant de l'exercice concerné.

Le nombre d'accidents reconnus : tous les accidents relevant de l'exercice concerné reconnus comme accident de travail avant le 2 septembre n+1.

1.1. AFFILIATION DES ENTREPRISES

Graphique 1: Evolution du nombre d'entreprises affiliées à l'assurance accident



Après une période de relative stabilité, le nombre d'entreprises affiliées à l'ancienne section industrielle de l'Association d'assurance accident a diminué au début des années quatre-vingt. Grâce à la reprise de la conjoncture économique, le nombre a ensuite augmenté en moyenne de 5% par année.

La crise financière et économique, qui a marqué le début des années 2000, a atténué cette croissance qui n'a repris qu'en 2005.

Le nombre des entreprises a ainsi dépassé 47 000 unités en 2015, une augmentation de 3,1% par rapport à 2014.

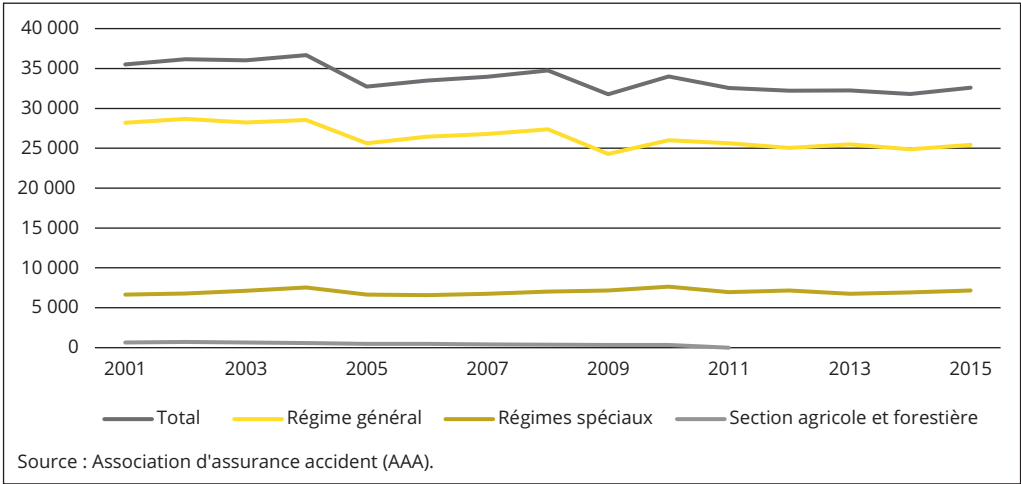
Le nombre d'entreprises affiliées à la section agricole et forestière a subi une diminution régulière depuis 1960 (-1% en moyenne depuis 1970). En 1997, le nombre d'affiliés a accusé une réduction de deux tiers suite à la redéfinition du critère de l'affiliation obligatoire et à l'introduction d'une assurance volontaire. Depuis, le niveau des affiliations suit une régression lente pour descendre en dessous de 2 300 en 2010.

A partir de 2011, suite à la fusion des sections industrielle et agricole, le nombre des entreprises agricoles affiliées n'est plus renseigné séparément mais est désormais inclus dans le nombre du régime général.

1.2. STATISTIQUES SUR LES ACCIDENTS

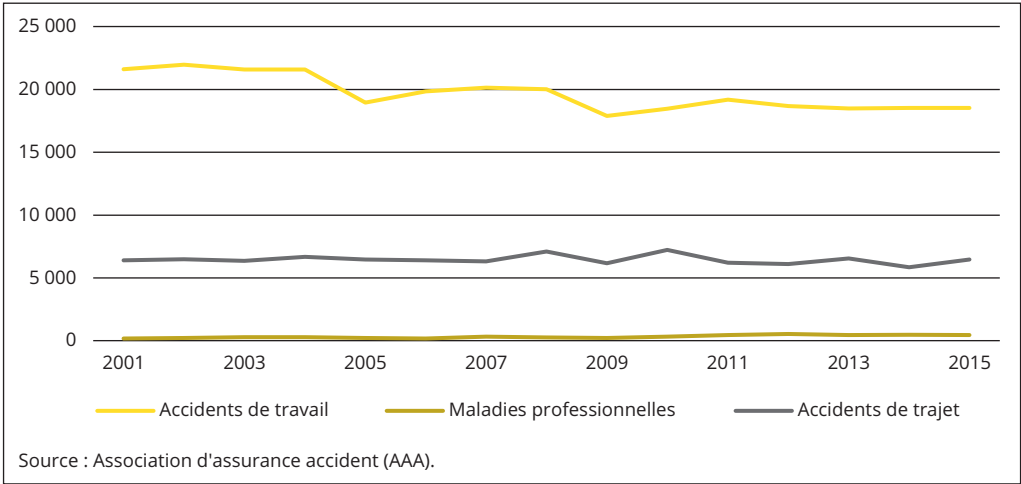
Le nombre d'accidents déclarés en 2015 s'élève à 32 608 dont 25 437 (78%) pour le régime général, et 7 171 (22%) pour les régimes spéciaux. Le nombre d'accidents mortels est de 22 unités.

Graphique 2: Evolution du nombre d'accidents déclarés par régime



Parmi les cas déclarés au régime général, 72,8% concernent des accidents de travail proprement dits, 25,4% des accidents de trajet et 1,8% des maladies professionnelles.

Graphique 3: Evolution du nombre d'accidents déclarés du régime général par types d'accidents



Toute personne assurée, victime d'un accident de travail ou de trajet est tenue d'informer sans retard son employeur. Celui-ci doit déclarer l'accident de travail à l'AAA en fournissant toutes les indications demandées sur un formulaire prescrit. Le refus de considérer comme accident de travail, ou de trajet ou maladie professionnelle un accident déclaré se fait par une décision du président de l'AAA. Environ 78% des accidents déclarés seront reconnus comme accident de travail.

Tableau 1: Evolution du nombre d'accidents déclarés et reconnus du régime général

Année	Accidents (tous)			Accidents du travail proprement dits			Accidents de trajet			Maladies professionnelles		
	déclarés	reconnus		déclarés	reconnus		déclarés	reconnus		déclarés	reconnus	
			mortels			mortels			mortels			mortels
2011	25 856	20 519	12	19 193	16 435	11	6 202	3 921	6	461	163	0
2012	25 297	20 264	17	18 670	16 384	14	6 094	3 753	3	533	127	0
2013	25 477	20 766	22	18 478	16 565	6	6 552	4 076	16	447	125	0
2014	24 855	20 043	14	18 530	16 384	10	5 847	3 516	4	478	143	0
2015	25 437	19 938	22	18 521	16 151	14	6 468	3 695	8	448	92	0

Source : Association d'assurance accident (AAA).

1.3. LES RENTES ET AUTRES PRESTATIONS

Les prestations accordées sous l'ancienne législation continueront à exister mais connaîtront une réduction rapide dans les années à venir. Les données reprises ci-dessous représentent le nombre des prestations en transition entre l'ancienne législation et l'application des dispositions de la réforme aux nouvelles prestations.

1.3.1. Les prestations suite à la réforme de l'AAA

La réforme de l'AAA a modifié ou introduit les prestations qui sont présentées ci-dessous.

Prestations pour soins de santé¹

Les soins de santé et l'assistance régulière pour les actes essentiels de la vie, suite à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, sont intégralement pris en charge par l'assurance accident. L'assuré n'aura pas à avancer les frais des prestations. Les frais pour soins de santé ou pour les actes essentiels de la vie sont payés directement par la Caisse nationale de santé pour le compte de l'AAA (art. 98 du CSS).

Indemnisation des dégâts matériels

Si lors d'un accident de travail, en cas de lésion corporelle, l'assuré a subi un dommage matériel, il a droit à une indemnisation des dégâts matériels accessoires. En outre, même en l'absence de lésions corporelles, l'assuré sera indemnisé des dégâts causés aux prothèses ou au véhicule automoteur utilisé au moment de l'accident survenu sur la voirie publique sous certaines conditions et dans certaines limites (art. 99 du CSS).

Tableau 2: Evolution du nombre des dégâts matériels

Catégorie ^a	2014		2015	
	Régime général	Régimes spéciaux	Régime général	Régimes spéciaux
Dégât aux véhicules automoteurs	475	14	446	8
Dégât accessoire	138	8	122	12
TOTAL	613	22	568	20

a. Art. 99 du CSS.

Source : Association d'assurance accident (AAA).

1. Maladie et dépendance.

Prestations en espèces pendant les 52 premières semaines

En cas d'incapacité de travail totale temporaire suite à un accident ou à une maladie professionnelle, le salarié a droit au maintien intégral de son salaire.

Cette indemnité pécuniaire est versée pendant un maximum de 52 semaines sur une période de référence de 104 semaines. Le montant de l'indemnité correspond au salaire cotisable de la victime au moment de la survenance de l'incapacité de travail (art. 100-101 du CSS).

Les rentes

Pour les accidents survenus et les maladies professionnelles déclarées à partir du 1^{er} janvier 2011, les rentes accidents y relatives indemnisent la perte totale ou partielle du revenu professionnel et présentent les caractéristiques communes suivantes :

La rente complète

La rente complète est accordée pour les périodes d'incapacité de travail totale imputables à l'accident ou la maladie professionnelle survenues, alors que l'assuré exerçait une activité professionnelle soumise à l'assurance obligatoire ou qu'il était inscrit en tant que demandeur d'emploi auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) (art. 102-104 du CSS).

La rente partielle

L'assuré qui a subi une perte de revenu professionnel par suite d'un accident ou d'une maladie professionnelle a droit à une rente partielle à partir de la reprise d'une activité professionnelle avant l'âge de 65 ans à condition (art. 105-110 du CSS) :

- qu'il justifie un taux d'incapacité de travail permanente de 10% au moins après consolidation des lésions ;
- que la perte de revenu atteigne 10% au moins ;
- que, sur avis du Contrôle médical de la sécurité sociale, il soit incapable d'exercer son dernier poste de travail ou de maintenir son dernier régime de travail principalement en raison des séquelles de l'accident du travail ou de la maladie professionnelle.

La rente d'attente

Si un assuré présente une incapacité de travail pour exercer son dernier poste de travail, principalement imputable à un accident du travail ou à une maladie professionnelle, et selon l'avis du Contrôle médical de la sécurité sociale, il a droit à la rente d'attente de la part de l'AAA (art. 111-114 du CSS).

La rente de survie

Si le décès de l'assuré est survenu avant l'âge de 65 ans, son conjoint survivant ou partenaire ainsi que ses enfants légitimes, naturels ou adoptifs ont droit à une rente de survie (art. 131-133 du CSS).

Tableau 3: Evolution du nombre des rentes par régime

Catégorie ^a	2014		2015	
	Régime général	Régimes spéciaux	Régime général	Régimes spéciaux
Rentes complètes ^b	582	7	669	4
Rentes partielles ^c	4	1	5	-
Rentes d'attente ^d	176	2	243	2
Rentes pour survivants ^e	71		103	
TOTAL	833	10	1 020	6

a. Sont prises en compte les rentes et indemnités liquidées pendant l'exercice.

b. Art. 102-104 du CSS.

c. Art. 105-110 du CSS.

d. Art. 111-114 du CSS.

e. Art. 131-133 du CSS.

Source : Association d'assurance accident (AAA).

Les indemnités pour préjudices extrapatrimoniaux

Si, après la consolidation, l'assuré est atteint, par suite d'un accident survenu ou d'une maladie professionnelle déclarée à partir du 1er janvier 2011, d'une incapacité de travail totale ou partielle permanente, il a droit à l'indemnisation des préjudices extrapatrimoniaux. Selon ces préjudices, les indemnités sont forfaitaires ou calculées sur base d'un barème d'évaluation médicale (art. 118-120 du CSS).

Les prestations des survivants

Par ailleurs les bénéficiaires d'une rente de survie octroyée suite à un accident du travail ou à une maladie professionnelle ayant causé le décès de l'assuré, en l'occurrence le conjoint ou le partenaire ainsi que les enfants de l'assuré, ont chacun droit à une indemnité pour dommage moral forfaitaire (art. 130 du CSS).

Tableau 4: Evolution des indemnités pour préjudices extrapatrimoniaux par régime

Catégorie	2014		2015	
	Régime général	Régimes spéciaux	Régime général	Régimes spéciaux
Préjudices extrapatrimoniaux				
Préjudice physiologique et d'agrément (capital) ^a	1 682	50	1 087	29
Préjudice physiologique et d'agrément (mensuel) ^{a b}	108	3	154	3
Ind. forfaitaires pour douleurs physiques endurées ^c	1 720	52	1 113	30
Ind. forfaitaires pour préjudice esthétique ^c	913	20	575	13
Ind. forfaitaires pour dommage moral (survivants) ^d	18	-	26	-
TOTAL	4 441	125	2 955	75

a. Art. 119 du CSS.

b. Sont prises en compte les rentes et indemnités liquidées pendant l'exercice.

c. Art. 120 du CSS.

d. Art. 130 du CSS.

Source : Association d'assurance accident (AAA).

1.3.2. Rentes accordées avant la réforme de l'AAA

Le nombre total des rentes s'élève en 2015 à 13 047 unités, ce qui représente une diminution de 2,8% par rapport aux 13 419 unités en 2014.

Le nombre de rachats de rentes ainsi que les rentes transitoires de l'ancien régime connaîtront une réduction rapide suite aux rachats d'office des rentes inférieures à 10% et des consolidations des anciens cas sous l'ancienne législation.

La répartition de ces rentes par catégorie se présente comme suit :

Tableau 5: Evolution de la répartition des rentes accordées avant la réforme et rachats de rentes pour tous les régimes ^a

Catégorie	2014	2015	Variation en %
Rachats < 10 %	107	31	
Rachats >= 10 %	161	70	
Indemnités globales payées aux conjoints survivants	10	4	
Total des rachats	278	105	-62,2%
Rentes viagères	12 410	12 121	
Rentes transitoires pour blessés	153	103	
Rentes pour survivants	856	823	
Total des rentes	13 419	13 047	-2,8%

a. Régime général et régimes spéciaux.
Source : Association d'assurance accident (AAA).

2. LA SITUATION FINANCIÈRE

2.1. APPRÉCIATION GLOBALE DES OPÉRATIONS COURANTES

Depuis 2001 les recettes courantes de la section industrielle dépassent régulièrement les dépenses courantes. Pour faire face aux dépenses supplémentaires consécutives à la loi du 21 décembre 2004 et à la décision évoquée de l'assemblée générale du 20 janvier 2006 concernant le rachat des rentes, un prélèvement à la réserve de 17,8 millions EUR a été nécessaire en 2006. Les années suivantes, des prélèvements ou le cas échéant des dotations à la réserve légale ont été effectués pour équilibrer le compte d'exploitation. Pour l'exercice 2015 le montant de la dotation à la réserve s'élève à 12,8 millions EUR.

Tableau 6: Evolution des opérations courantes de l'assurance accident (en millions EUR)

Année	AA section industrielle			AA section agricole		
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde
2006	218,37	200,58	-17,78	7,56	4,63	-2,93
2007	193,42	204,82	11,40	7,28	4,42	-2,86
2008	202,60	208,91	6,31	7,62	4,80	-2,82
2009	198,51	188,48	-10,03	7,47	4,73	-2,74
2010	207,82	198,84	-8,99	7,80	4,95	-2,85
Année	AAA					
2011	214,65	224,75	10,10			
2012	216,62	235,03	18,41			
2013	229,45	219,06	-10,39			
2014	232,07	227,19	-4,88			
2015	220,86	233,66	12,80			

Source : Association d'assurance accident (AAA).

Les dépenses courantes représentent 0,4% du PIB en 2015, et leur proportion, partant de 1,3% en 1975, est en régression constante. Par ailleurs, le taux de croissance annuel moyen des dépenses courantes entre 2011 et 2015 est de -1,0% (au nombre indice 100) ce qui témoigne d'une progression plus lente des dépenses que les taux des autres branches de la sécurité sociale.

Tableau 7: Evolution des recettes et des dépenses globales de l'AAA^a (en millions EUR)

	2011	2012	2013	2014	2015
RECETTES					
Cotisations	189,71	202,01	200,75	210,50	217,48
Participations de tiers	22,38	23,47	7,02	6,69	6,22
dont					
Participation aux frais d'administration	0,26	0,29	0,35	0,35	0,38
Participation aux prestations	4,91	5,97	6,67	6,34	5,84
Participation de l'Etat (contribution forfaitaire)	17,20	17,20			
Transfert de cotisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Produits divers provenant de tiers	9,50	7,61	10,68	9,14	8,90
Produits financiers	3,15	1,93	0,61	0,84	0,80
Recettes diverses	0,01	0,02	0,00	0,02	0,26
TOTAL DES RECETTES COURANTES	224,75	235,03	219,06	227,19	233,66
<i>Variation annuelle en %</i>	<i>13,0%</i>	<i>4,6%</i>	<i>-6,8%</i>	<i>3,7%</i>	<i>2,8%</i>
DEPENSES					
Frais d'administration	9,65	10,22	11,23	11,58	12,14
Prestations en espèces	165,90	169,54	171,45	172,13	162,44
Prestations en nature	36,08	33,30	42,78	44,35	42,59
Transferts de cotisations à d'autres organismes	1,28	1,93	2,34	2,41	3,00
Autres dépenses	1,73	1,64	1,65	1,60	0,68
TOTAL DES DEPENSES COURANTES	214,65	216,62	229,45	232,07	220,86
<i>Variation annuelle en %</i>	<i>3,3%</i>	<i>0,9%</i>	<i>5,9%</i>	<i>1,1%</i>	<i>-4,8%</i>
Solde des opérations courantes	10,10	18,41	-10,39	-4,88	12,80

a. Situation au 31 décembre, (jusqu'en 2010 - section industrielle - régime général) à partir de 2011 - le régime général inclut les fonctionnaires et employés publics ainsi que l'ancienne section agricole.

Source : Association d'assurance accident (AAA).

En 2011, la forte augmentation des recettes (+13%) s'explique par le versement forfaitaire de l'Etat de 17 millions EUR à titre de compensation à l'AAA pour l'introduction du taux de cotisation unique. En effet, alors que le taux moyen aurait dû être de 1,25% pour couvrir les charges de l'AAA, il a été décidé lors de l'accord du 15 décembre 2010 entre l'Etat et l'UEL (Union des entreprises luxembourgeoises) de le fixer à 1,15%.

Le ralentissement des dépenses observé en 2012 (+0,9%) provient d'une diminution du nombre de rachats des rentes suite à la réforme de l'assurance accident.

La diminution des recettes en 2013 marque le retour à la normalité des recettes de l'AAA après 2011 et 2012 avec les contributions forfaitaires exceptionnelles de l'Etat. La diminution des recettes s'explique aussi par la baisse du taux de cotisation de 1,15% en 2012 à 1,10% en 2013.

L'augmentation des dépenses en 2013 s'explique principalement par une forte augmentation de 28,5% des prestations en nature. Cette variation importante est en partie due aux prestations transférées à l'étranger. La comptabilisation de ces prestations dépend des décomptes (E125) introduits de manière irrégulière par les institutions étrangères. Ainsi un montant de 7,8 millions EUR qui concernait l'année 2012, n'a été liquidé qu'en 2013.

En 2013 une augmentation de 21% du compte transfert en cotisation à d'autres organismes de sécurité sociale est observée. Celui-ci représente la part de l'AAA dans les cotisations sociales (assurance maladie, pension) dues sur les indemnités pécuniaires (IP) et les rentes tombant sous la nouvelle législation. Il fluctue en fonction du nombre des rentes et des montants des IP.

Comme en 2014 l'exercice 2015 reste encore marqué par la transition des prestations de l'ancienne et de la nouvelle législation. L'augmentation conséquente des dépenses des nouvelles prestations est compensée par la diminution progressive des anciennes prestations.

Pour l'exercice 2015 on peut noter une baisse des dépenses courantes de l'ordre de 4,8% par rapport à l'exercice 2014. Cette diminution est principalement due aux rachats des rentes de l'ancienne législation et aux indemnités pour préjudices extrapatrimoniaux. En effet le montant des rachats de rentes affiche une baisse de 61% par rapport à 2014. En 2015 ce montant continuera à décroître au fur et à mesure des années étant donné que le rachat de rentes n'est prévu que par l'ancienne législation.

En 2015 les indemnités pour préjudices extrapatrimoniaux ont vu leur montant baisser de 28% par rapport à 2014. Le nombre de demandes restant constant, cette régression peut s'expliquer par une diminution du nombre de décisions émises par le Contrôle médical de la sécurité sociale.

2.2. LES RECETTES COURANTES

L'assurance accident est financée à raison de 93,1% par des cotisations, de 2,7% par des contributions publiques et de 4,3% par des revenus sur la fortune et des recettes diverses. A noter que parmi les contributions publiques figure la prise en charge intégrale des prestations allouées dans le cadre des régimes spéciaux.

En 2015 les cotisations ont augmenté de 3,3% au nombre indice 100 par rapport à 2014.

Tableau 8: Répartition des recettes courantes de l'AAA en 2015 (en milliers EUR)

Recettes	Montant	En % du total
Cotisations	217 479,75	93,1%
Participation de l'Etat	6 220,59	2,7%
Produits financiers et recettes diverses	9 956,57	4,3%
TOTAL	233 656,91	100,0%

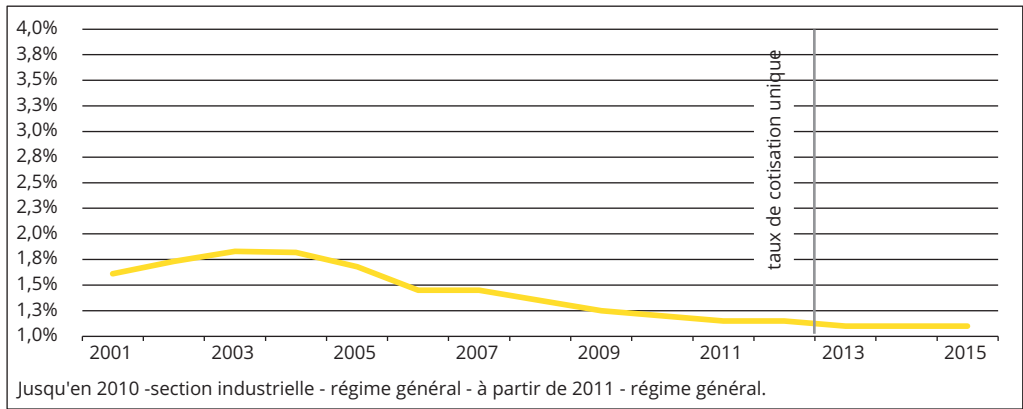
Source : Association d'assurance accident (AAA).

Etant donné que les taux de cotisation de la section industrielle étaient fixés annuellement pour chaque position du tarif de risque, il est intéressant d'analyser l'évolution du taux de cotisation moyen. Ce taux de cotisation moyen est obtenu en divisant le montant des dépenses à charge des cotisants par la masse des salaires cotisables.

Le taux de cotisation moyen a augmenté depuis le début des années 90 pour atteindre un maximum de 2,11% en 1997. Il est retombé ensuite pour se situer à 1,54% en 1999, et pour atteindre en 2003, après une nouvelle progression, une valeur de 1,83%.

La loi du 17 décembre 2010 a introduit un taux de cotisation unique dans l'assurance accident qui est fixé annuellement par le comité directeur de l'Association d'assurance accident.

Graphique 4: Evolution du taux de cotisation moyen de l'AAA



Pour 2011 et 2012 le taux s'élevait à 1,15% et pour 2013, 2014 et 2015 il a été fixé à 1,10%.

2.3. LES DÉPENSES COURANTES

En 2015 les dépenses courantes de l'AAA se composent à 92,8% de prestations, les frais d'administration représentent 5,5% et les dépenses diverses 1,7%.

Tableau 9: Répartition des dépenses courantes de l'AAA en 2015 (en milliers EUR)

Dépenses	Montant	En % du total
Frais d'administration	12 141,62	5,5%
Prestations en espèces	162 439,45	73,5%
Prestations en nature	42 590,62	19,3%
Dépenses diverses	3 683,79	1,7%
TOTAL	220 855,49	100,0%

Source : Association d'assurance accident (AAA).

La progression des montants des prestations du régime général a plusieurs raisons, notamment l'évolution indiciaire, la croissance de la masse salariale, l'ajustement des rentes et, à partir de 2011, l'intégration des fonctionnaires et employés publics ainsi que des exploitants agricoles dans le régime général.

En 2011 les montants des nouvelles prestations de l'AAA sont faibles, étant donné que seuls les nouveaux cas d'accident sont affectés par la nouvelle législation. Ces montants vont subir un accroissement rapide dans les années à venir, à l'inverse des montants concernés par l'ancienne législation qui vont baisser.

Tableau 10: Evolution du montant des prestations du régime général (régimes spéciaux exclus)

	2011	2012	2013	2014	2015
Prestations en espèces	163 991 043,23	167 176 179,95	168 842 623,68	169 568 424,07	160 292 615,74
Indemnités pécuniaires	29 479 855,99	32 857 379,49	33 956 659,48	31 627 584,59	32 150 512,49
Lohnfortzahlung (LFZ)	18 020 109,62	18 825 336,10	19 487 736,04	19 118 071,92	19 857 515,45
Indemnités pécuniaires (IP)	10 944 235,93	13 512 467,33	13 849 072,03	11 854 994,54	11 670 074,41
Assurance dépendance	515 510,44	519 576,06	619 851,41	654 518,13	622 922,63
Rentes	102 644 305,40	105 831 076,30	106 816 359,98	109 060 011,73	109 159 385,86
Rentes viagères	72 757 680,53	75 655 619,26	76 841 361,00	77 483 243,83	75 876 156,79
Rentes de survie	15 872 447,18	15 989 087,24	15 988 647,34	15 827 607,31	15 254 882,94
Rentes transitoires	5 585 140,43	4 502 996,11	3 121 124,23	1 971 109,94	1 264 569,19
Palements uniques	7 238 478,66	5 050 532,25	2 682 737,67	1 782 086,23	1 558 660,34
Nouvelle législation					
Rentes complètes	1 186 213,95	4 037 737,80	6 184 981,98	7 151 363,03	8 534 541,20
Rentes partielles	-	-	13 936,78	14 780,44	170 921,43
Rentes d'attente	-	491 544,48	1 753 012,02	4 454 657,25	6 052 020,83
Rentes de survie	4 344,65	103 559,16	230 558,96	375 163,70	447 633,14
Indemnités pour préjudices extrapatrimoniaux	170 476,92	5 792 051,01	13 924 133,83	19 410 846,16	15 288 472,36
Préjudice physiologique et d'agrément <= 20 %	137 770,04	3 398 185,23	8 824 269,41	12 218 677,63	8 502 253,96
Préjudice physiologique et d'agrément > 20 %	3 604,22	110 930,72	499 754,81	994 111,74	1 346 296,90
Douleurs physiques	22 963,16	976 743,63	2 371 894,85	4 251 781,01	2 817 122,35
Préjudice esthétique	6 139,50	277 741,42	581 407,52	824 122,04	496 522,77
Indemnité dommage moral/ survivants		1 028 450,01	1 646 807,24	1 122 153,74	2 126 276,38
Rachats de rentes	31 693 094,16	22 692 846,30	14 144 695,45	9 469 743,69	3 689 032,68
Rachats d'office	20 162 845,79	13 261 601,79	5 228 952,95	1 713 173,55	559 419,10
Rachats sur demande	11 465 044,51	9 347 906,91	8 756 652,58	7 556 919,53	3 047 026,63
Autres	65 203,86	83 337,60	159 089,92	199 650,61	82 586,95
Autres	3 310,76	2 826,85	774,94	237,90	5 212,35
Autres secours en espèces	2 576,93	2 826,85	774,94	237,90	5 212,35
Intérêts moratoires sur prestations	733,83				
Prestations en nature	32 645 915,03	29 611 906,11	39 273 868,64	40 683 326,90	38 924 079,23
AAA -Dégâts matériel	2 195 815,84	2 038 971,63	1 823 078,51	1 381 197,05	1 373 175,27
AAA -Soins	374 154,10	379 540,77	290 119,38	308 381,64	351 068,34
Indemnité pour dommage moral	320 436,78	-	-		
CNS - Prestations luxembourgeoises	23 610 965,97	23 008 737,58	24 454 231,10	30 384 566,08	26 722 796,84
CNS - Prestations étrangères	4 869 447,42	3 009 777,55	11 224 994,15	6 899 111,76	8 381 599,20
CNS - Assurance dépendance	1 275 094,92	1 174 878,58	1 481 445,50	1 710 070,37	2 095 439,58
TOTAL DES PRESTATIONS	196 636 958,26	196 788 086,06	208 116 492,32	210 251 750,97	199 216 694,97

Source : Association d'assurance accident (AAA).

2.3.1. Les prestations des régimes spéciaux

A partir de 2011, les variations des dépenses en prestations des régimes spéciaux sont principalement causées par les nouvelles dispositions suite à la réforme de l'AAA.

Tableau 11: Evolution du montant des prestations des régimes spéciaux

	2011	2012	2013	2014	2015
Prestations en espèces	1 831 322,93	2 301 752,95	2 573 168,34	2 537 016,41	2 120 714,93
Indemnités pécuniaires	0,00	280 090,12	245 762,99	132 502,43	96 538,38
Lohnfortzahlung (LFZ)	-	-	-	-	-
Indemnités pécuniaires (IP)	-	220 507,23	190 139,25	67 714,64	30 240,33
Assurance dépendance	-	59 582,89	55 623,74	64 787,79	66 298,05
Rentes	1 443 814,72	1 475 291,86	1 546 725,48	1 619 616,67	1 541 393,56
Rentes viagères	1 230 801,64	1 308 160,48	1 349 478,37	1 344 727,27	1 341 546,45
Rentes de survie	63 595,86	65 793,99	67 438,23	68 694,36	68 694,36
Rentes transitoires	24 562,00	26 314,75	14 736,60	17 232,28	18 413,32
Paievements uniques	118 551,89	53 661,23	34 112,06	52 890,18	11 748,14
Nouvelle législation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Rentes complètes	6 303,33	21 361,41	80 960,22	136 072,58	100 991,29
Rentes partielles	-	-	2 550,09	2 550,09	-
Rentes d'attente	-	-	31 561,78	24 236,58	26 119,89
Rentes de survie	-	60 352,71	-	-	-
Indemnités pour préjudices extrapatrimoniaux	0,00	183 868,72	301 503,49	509 187,30	326 054,41
Préjudice physiologique et d'agrément <= 20 %	-	48 604,11	188 225,08	339 248,40	220 612,70
Préjudice physiologique et d'agrément > 20 %	-	-	2 353,28	24 196,81	19 631,16
Douleurs physiques	-	9 815,49	54 594,95	124 319,38	76 935,92
Préjudice esthétique	-	1 933,11	12 186,70	21 422,71	8 874,63
Indemnité dommage moral/ survivants	0,00	123 516,01	44 143,48	0,00	0,00
Rachats de rentes	387 508,21	362 502,25	479 176,38	275 710,01	156 728,58
Rachats d'office	387 508,21	362 502,25	479 176,38	275 710,01	156 728,58
Prestations en nature	3 433 919,19	3 686 456,34	3 501 140,43	3 664 361,74	3 666 542,65
Prestations de soins	3 433 919,19	3 686 456,34	3 501 140,43	3 664 361,74	3 666 542,65
TOTAL DES PRESTATIONS	5 265 242,12	6 048 562,00	6 108 420,64	6 228 164,82	5 813 377,47

Source : Association d'assurance accident (AAA).